
La négociation des conditions de travail et d'emploi dans les entreprises publiques belges : le cas de La Poste

Jean Vandewattyne*¹, Esteban Martinez*², and John Cultiaux*³

¹Université de Mons (UMons) – 20, place du Parc, B7000 Mons, Belgique

²Université Libre de Bruxelles [Bruxelles] (ULB) – Avenue Franklin Roosevelt 50 - 1050 Bruxelles, Belgique

³Université de Namur (UNamur) – rue de Bruxelles 61, B-5000 Namur, Belgique

Résumé

L'objectif de cette communication est de proposer une lecture longitudinale et contextualisée de l'évolution de la négociation sociale des conditions de travail et d'emploi à La Poste belge, devenue bpost en 2010. La communication se centrera plus particulièrement sur la problématique du métier de facteur, symbole par excellence de l'activité postale auprès du grand public mais aussi de certains de ses grands enjeux et défis. Dans le cadre du processus de modernisation de l'entreprise, qui a débuté au début des années 2000, le métier de facteur a été au centre de nombreuses tensions et négociations sociales liées notamment à la volonté managériale de standardiser les tournées, d'engager des auxiliaires de quartier – aussi qualifiés de facteurs low cost par les organisations syndicales – en lieu et place des facteurs statutaires ou encore de développer des programmes visant à "garder des collaborateurs motivés et en bonne santé".

Le cadre théorique sera constitué par des emprunts à l'analyse stratégique et à la théorie de la régulation.

La communication s'appuiera notamment sur les travaux réalisés par le Groupe d'analyse des conflits sociaux (Gracos).

*Intervenant